

Extrait du Jésus-Christ en France

<http://jesuschristenfrance.fr/chretiens-confrontes-a-des-lois/article/deconstruction-de-la-famille-et-de-l-enseignement-le-devoir-d-opposition>

Déconstruction de la famille et de l'enseignement : le devoir d'opposition

- Chrétiens confrontés à des lois illégitimes, des actes de profanation, des décisions injustes et même des agressions criminelles -



Date de mise en ligne : lundi 3 octobre 2016

Copyright © Jésus-Christ en France - Tous droits réservés

Déconstruction de la famille et de l'enseignement : Ludovine de La Rochère : « Les propos du pape sur le gender sont un encouragement très fort qui vient récompenser le combat que nous menons depuis des années »

Par Hugues Lefèvre

« De retour de son voyage en Géorgie et en Azerbaïdjan, le pape François a dénoncé avec virulence la « colonisation idéologique » de la « théorie du genre », citant l'exemple d'un « papa français » qui s'est « rendu compte que dans les livres du collège, on enseignait la théorie du genre ». Ludovine de la Rochère, présidente de la Manif pour tous¹, revient sur ces déclarations.

Comment réagissez-vous aux propos du pape François sur le gender ?

C'est un encouragement très fort qui vient récompenser le combat que nous menons depuis des années. Nous savons bien qu'en France, nous sommes confrontés à une politisation et une idéologisation des programmes scolaires, en particulier sur la question du genre. Elles sont manifestes et ont pris une ampleur stupéfiante. Dans les manuels de Première, il y a un chapitre intitulé « Devenir homme ou femme », mis en place par Luc Chatel. Les éditeurs ont traité le sujet non pas du point de vue de l'étude de l'aspect social - le genre - et de l'aspect biologique de l'identité sexuelle, mais en installant une confusion très grande entre les deux.

On connaît tous l'insistance de Najat Vallaud-Belkacem, ministre de l'Éducation nationale, sur l'égalité homme-femme qui est en fait confondue avec l'idéologie du genre. Cette idéologie explique qu'hommes et femmes ne sont pas différents. Sous prétexte d'égalité, on efface les différences. Or nous sommes égaux mais différents.

Selon vous, le livre dont parle le pape François est celui de Première ?

Je pense que c'est plus large. Il a aussi été mis en place l'ABCD de l'égalité, auquel a succédé le Plan égalité. Sur le site internet vigi-gender.fr, vous avez un très grand nombre de photos de manuels, de recommandations diverses et variées de certains enseignants à l'attention de leurs élèves qui sont surprenantes. Par exemple, en éducation morale et civique, on trouve dans les ouvrages recommandés pour les enfants, une très forte remise en cause qui consiste schématiquement à dire aux enfants : « Es-tu sûr que tu es un garçon ou une fille ? Ce n'est pas parce que tu as un zizi que tu es un garçon ». Nous nous battons contre ça. Au lieu d'aider l'enfant à se construire, on remet en doute ce qu'il est.

Par ailleurs, on voit une obsession à parler aux enfants des comportements sexuels. Cela fait partie des objectifs officiels des associations LGBT. Je vous donne cette revendication sidérante que l'on peut trouver sur leur site internet : « Mettre en place une éducation à la sexualité prenant en compte la question du genre et de l'homosexualité féminine, masculine, ainsi que de la bisexualité et une éducation à la vie affective dès l'école primaire, adaptée à l'âge des élèves, et prenant en compte les multiples champs de cette question : affective, sociale, culturelle, éthique... ». Vous voyez bien qu'on est là dans une hypersexualisation de la société, avec un objectif d'imprégnation des enfants.

Sur France Inter, Najat Vallaud-Belkacem a dénoncé les « intégristes » qui ont « embarqué le pape dans leur folie mensongère ». Que lui répondez-vous ?

C'est l'éternel et unique argument de Najat Vallaud-Belkacem. C'est une défense qui emploie les méthodes d'extrême gauche. Madame Vallaud-Belkacem, au lieu de répondre sur le fond du débat, est dans le déni absolu de l'idéologie du genre. L'autre technique utilisée consiste à jeter l'anathème, traiter les autres de radicaux, de violents, d'extrémistes. C'est le refus du débat, l'absence d'arguments. Elle a toujours refusé de débattre avec moi. Elle ne peut pas assumer d'ouvrir un manuel et commencer une analyse.

Oui ! Il y a une guerre contre le mariage et nous la vivons quotidiennement. Ce n'est pas une guerre où on assassine mais une guerre des idées. C'est un combat où les victimes sont des enfants mis en doute dans leur identité et qui ne peuvent qu'en être troublés. Au lieu d'être sereins sur ce qu'ils sont et avancer à la découverte du monde, ils risquent d'être centrés sur des questions existentielles et infiniment difficiles.

Le pape François rappelle également que la question du genre et ce qu'elle implique - des mariages et des procréations déconnectés de la sexualité - est un combat qui concerne beaucoup de pays. Je pense que depuis quatre ans, la France a un rôle important, celui d'encourager les autres pays pour se défendre, comme on le voit avec le Mexique ces dernières semaines. »

Hugues Lefèvre

1. La Manif pour tous organise une grande manifestation nationale le 16 octobre à Paris.

Site source à consulter :

[Famille chrétienne](#)

La Manif pour tous appelle à manifester massivement le 16 octobre. Pourquoi ? La première raison tient à la gravité et à la multiplicité des nouvelles offensives lancées par François Hollande contre la famille et l'éducation.

En effet, parce qu'il ne pense qu'à sa réélection en 2017, François Hollande souhaite impérativement rassembler la gauche, ce qui n'est possible qu'avec des mesures sociétales progressistes. C'est d'ailleurs le seul domaine dans lequel il peut agir. Ces mesures sont d'autant plus attendues par les libertaristes qu'ils craignent un échec de la gauche et donc un coup d'arrêt aux « avancées » sociétales qu'ils appellent de leurs vœux.

C'est pourquoi François Hollande, qui recevait le 30 juin dernier les représentants de l'inter-LGBT à l'Élysée, a indiqué qu'il légaliserait la PMA « sans père » dès que possible. En attendant, il vient de faire retirer une circulaire de 2013 qui rappelait le cadre légal de la PMA aux gynécologues-obstétriciens. Ce faisant, il les incite à contrevenir à la loi s'ils le souhaitent.

Le Président s'est aussi engagé à faire avancer la proposition de loi APIE (« Autorité parentale et intérêt de l'enfant ») alors que celle-ci avait été mise de côté depuis deux ans. Cette proposition comporte notamment la création d'un statut du beau-parent. Or, comme il existe déjà en France la possibilité d'une délégation d'autorité parentale, ce statut ne répond à aucun besoin. En revanche, il oriente notre législation vers l'un des objectifs revendiqués de l'inter-LGBT : « redéfinir la filiation pour qu'elle repose sur le choix parental » et ce, « quel que soit le nombre de parents ». Ce statut serait une première étape vers la pluriparentalité : il y aurait en quelque sorte les parents biologiques et les parents « sociaux ».

DES PROJETS CATASTROPHIQUES

À cela s'ajoutent bien d'autres projets catastrophiques que la gauche fait avancer depuis le printemps, la méthode étant de déposer des amendements aux textes législatifs déjà prévus au calendrier parlementaire : il en est ainsi de la célébration systématique du PACS en mairie ou encore du changement de prénom et d'identité sexuelle sur simple déclaration, mesures qui pourraient être légalisées d'ici quelques semaines.

Tous ces projets, comme la loi Taubira, tendent à relativiser la différence sexuelle, à déconnecter la procréation de la sexualité, à relativiser le mariage et redéfinir la filiation, à les transformer jusqu'à leur faire perdre leur sens, voire les dissoudre.

L'éducation fait aussi l'objet de nouvelles offensives, très graves elles aussi. Déjà, Najat Vallaud-Belkacem a idéologisé comme jamais les programmes scolaires, mais aussi supprimé les internats d'excellence, les bourses au mérite, l'enseignement classique du latin et du grec, les classes bi-langues, une grande part de l'orthographe français... Elle a mené également la désastreuse réforme du collège qui a réduit considérablement le temps consacré aux disciplines fondamentales. Mais cela ne lui suffit pas : elle tente actuellement de restreindre la liberté scolaire.

Il en va clairement de la liberté éducative des parents, de la confiance qu'ils peuvent avoir dans l'institution scolaire et de la possibilité pour eux de mettre leurs enfants dans l'établissement de leur choix.

Ces nouvelles attaques s'ajoutent donc à toutes les précédentes. Alors que la famille et l'éducation sont les piliers de la société et qu'elles préparent son avenir, François Hollande continue à les déstabiliser par tous les moyens. Ce n'est pourtant pas l'État qui pourra remplacer la famille ni éduquer les enfants ! »

Site source à consulter :

[la nef](#)